

AP n° 2026-APC-002-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
de prolongation relatif à l'exploitation d'une carrière sur le territoire
des communes de MATIGNICOURT-GONCOURT et NORROIS,
par la société NEXSTONE SAS – Établissement MORGAGNI,
dont le siège social se situe, 1 rue du Colonel Pierre Avia, 75015 PARIS**

Le Préfet de la Marne

- Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45, R. 181-46, L. 515-1 et R. 122-2 ;
- Vu** le Code minier ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2024/665 du 27 novembre 2024, portant approbation du Schéma régional des carrières de la région Grand-Est ;
- Vu** le Schéma régional d'aménagement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) approuvé par le Conseil régional, en date du 24 janvier 2020 ;
- Vu** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Seine-Normandie approuvé le 23 mars 2022 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2005-CARRIERE-01-IC en date du 17 janvier 2005, autorisant la société ZEIMETT GRANULATS SNC à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers sur la commune de Matignicourt-Goncourt ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2017-APC-27-CARR, en date du 21 décembre 2017, autorisant la société CARRIERES DE L'EST à poursuivre et prolonger l'exploitation d'une carrière sur le territoire de Matignicourt-Goncourt et Norrois ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-APC-114-IC, en date du 27 août 2019, autorisant la société CARRIERES DE L'EST à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière sur le territoire de Matignicourt-Goncourt et Norrois ;
- Vu** la déclaration de changement d'exploitant, datée du 20 septembre 2024, transmise par courrier recommandé avec accusé de réception n° 1A 204 486 0187 4, au profit de la société CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST (CMGO), à compter du 31 décembre 2024 ;
- Vu** l'extrait d'immatriculation principale au registre du commerce et des sociétés du Tribunal des activités économiques de Paris, en date du 26 mars 2025, précisant un changement de dénomination commerciale, désormais NEXSTONE, et de siège social ;
- Vu** la demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière, présentée par la Société NEXSTONE, en vue de finaliser la remise en état enregistrée au guichet unique en date du 4 juin 2025 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 septembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté, porté le 6 novembre 2025, à la connaissance du demandeur conformément à l'article L. 171-6 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations de la part du demandeur dans le délai imparti.

Considérant l'article R.181-46 I du Code de l'environnement qui dispose :

« Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L.181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 [...] » ;

Considérant que la demande, n'étant pas une extension mais une prolongation :

- elle ne constitue par une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

- elle n'a pas à faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

Considérant l'article L. 515-1 du Code de l'environnement qui dispose :

« La durée de validité de l'autorisation administrative prévue à l'article L. 512-1 ou de l'enregistrement prévu à l'article L. 512-7 des exploitations de carrières ne peut excéder trente ans. L'autorisation administrative ou l'enregistrement initial est renouvelable dans les mêmes limites » ;

Considérant la demande, présentée par la société NEXSTONE, demandant une prolongation jusqu'au 21 décembre 2028 ;

Considérant que le cumul de la durée de :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation initial n° 2005-CARRIERE-01-IC, en date du 17 janvier 2005, de 13 années ;

- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2017-APC-27-CARR, en date du 21 décembre 2017, de 5 années ;

- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-APC-114-IC, en date du 27 août 2019, de 4 années ;

- la durée de la demande de nouvelle prolongation, jusqu'au 21 décembre 2028 ;

reste inférieur à 30 années ;

Considérant l'article R.516-1 du Code de l'environnement précisant que les carrières sont subordonnées à l'existence de garanties financières ;

Considérant que, conformément à l'article R.516-2 II du Code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation fixe le montant des garanties financières exigées ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant ;

Considérant que, conformément à l'article R.516-2 III du Code de l'environnement, l'exploitant transmet au Préfet un document attestant la constitution des garanties financières ;

Considérant le Schéma régional des carrières (SRC) approuvé par arrêté préfectoral n° 2024/665 du 27 novembre 2024 et notamment sa mesure M37 « compatibilité des extractions alluvionnaires dans le Perthois » qui dispose :

« - Une surface inférieure à 5 ha peut être sollicitée si le projet de réaménagement prévoit un comblement, avec des matériaux inertes extérieurs, en vue de créer des espaces agricoles ou forestiers ;

- Pour limiter le mitage et la juxtaposition de plans d'eau, ceux-ci sont supérieurs à 5 ha » ;

Considérant que l'extension autorisée dans l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-APC-114-IC, en date du 27 août 2019, avec un réaménagement au lieu-dit « Le Jardinnet », commune de Norrois, d'un étang d'environ 14 ha et un retour à vocation agricole sur les parcelles ZA3 et ZA31, est en conformité avec la mesure M37 ;

Considérant que la modification sollicitée n'est pas substantielle mais qu'un nouvel arrêté préfectoral complémentaire doit être pris pour mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012-A-003-CARR du 8 mars 2012 ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant néanmoins que, bien que les modifications envisagées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRETE

TITRE I - PRESCRIPTIONS GENERALES

Article 1 : Autorisation d'exploiter

L'exploitation de la carrière de la Société NEXSTONE, située sur le territoire des communes de Matignicourt-Goncourt et Norrois, autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2005-CARRIERE-01-IC du 7 janvier 2005, puis prolongée et modifiée par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2017-APC-27-CARR du 21 décembre 2017 et n° 2019-APC-114-IC du 27 août 2019 sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Durée de l'autorisation

Les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-APC-114-IC du 27 août 2019 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La société NEXSTONE est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière jusqu'au 21 décembre 2028. Cette durée intègre la remise en état.

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

L'extraction des matériaux commercialisables s'achève six mois avant la fin de l'autorisation ».

Article 3 : Garanties financières

Les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-APC-114-IC du 27 août 2019 sont modifiées par les dispositions suivantes :

« Le montant de référence des garanties financières est établi en application de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 selon la formule suivante :

$$Cr = \alpha \times (S1 \times C1 + S2 \times C2 + L \times C3) ;$$

Le montant de référence (Cr) de garantie financière est fixé dans le tableau suivant :

Période	Surface S1 (ha)	Surface S2 (ha)	Linéaire L (m)	Montant de base (euros)	Coefficient multiplicateur	Montant de référence Cr (euros)
2025-2026	9,5	3,8	1200	333638	1,19	396004
2026-2028	4,91	0	630	105985	1,42	150021

Le coefficient multiplicateur α est défini par la formule suivante :

$$\alpha = (\text{INDEX} / \text{INDEX}_0) \times (1 + \text{TVA}_r) / (1 + \text{TVA}_0) ;$$

où :

- l'indice TP 01 de mai 2009 (INDEX_0) est égal à 616,5 (arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié) ;
- l'indice TP 01 (INDEX) est égal à 133,1 (indice du mois de juin 2025 paru au Journal officiel) x coefficient de raccordement 6,5345 ;
- le taux de TVA applicable (TVA_r) est 0,2 ;
- le taux de TVA applicable en janvier 2009 (TVA_0) est 0,196 ;

La prolongation de la durée d'exploitation est conditionnée à la constitution effective des garanties financières.

- Document attestant des garanties financières :

L'exploitant est tenu d'adresser au Préfet le document d'attestation de la constitution de garanties financières à minima 1 mois avant le début de la période de prolongation de la durée d'exploitation. Une copie de ce document doit être adressée à l'inspection des installations classées.

Le document d'attestation de la constitution des garanties financières doit être conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivant du Code de l'environnement.

Un nouveau document d'attestation de la constitution des garanties financières doit être établi six mois suivant l'intervention d'une augmentation de l'indice TP 01 supérieure à 15 % par rapport à l'indice TP 01 pris pour le calcul du montant indiqué dans le document précédent.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

- Absence des garanties financières :

Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

- Appel des garanties financières :

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

- Levée des garanties financières :

La levée de l'obligation des garanties financières est effectuée par arrêté préfectoral lorsque le site est remis en état ».

TITRE II - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 4 : Sanctions

Sans préjudice des sanctions de toute nature prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues par le Code de l'environnement et par le Code minier.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L.173-1 du Code de l'environnement.

Dans le cas d'infractions graves prévues aux prescriptions de police, de sécurité ou d'hygiène ou d'inobservation des mesures imposées en application de l'article 84 du Code minier, le titulaire de la présente autorisation pourra, après mise en demeure, se la voir retirer.

Article 5 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Conformément à l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision finale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 6 : Droits des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Article 7 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à Monsieur le Directeur régional des affaires culturelles et le Chef du Service départemental de l'architecture.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société NEXSTONE dont le siège social est situé 1 rue du Colonel Pierre Avia - 75015 PARIS

Messieurs les Maires des communes de Matignicourt-Goncourt et Norrois procéderont à l'affichage dans les mairies de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, ils dresseront un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le 06 JAN. 2026

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Raymond YEDDOU



